

des obligations du Canada, le ministre pourrait-il nous dire si c'est lui qui a ordonné à des agents vendeurs de poursuivre cette activité?

[Traduction]

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Tout d'abord, monsieur l'Orateur, je n'admets pas la prémisse de la question, et je vais prendre celle-ci pour préavis.

[Plus tard]

[Français]

M. Dumont: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Alors que je demandais tout à l'heure...

M. l'Orateur: L'honorable député de Frontenac invoque-t-il le Règlement?

M. Dumont: Oui, monsieur l'Orateur.

Pour la gouverne du ministre des Finances, je dois lui dire que j'ai tenté de lui donner préavis de la question, mais, malheureusement, autant à son bureau qu'à celui de son adjoint, personne ne m'a répondu en français. Je n'ai pas pu donner de préavis et c'est pourquoi je ne peux pas obtenir de réponse aujourd'hui.

[Traduction]

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas reçu préavis de la question. Si j'ai bien compris, elle a trait à des mesures qu'auraient prises des personnes qui vendent des obligations du Canada. Je signale à mon honorable ami qu'en ce moment, nous n'offrons pas d'obligations sur le marché; la campagne en faveur des obligations d'épargne du Canada est terminée et elle a eu beaucoup de succès. Les seules ventes possibles se feraient par l'intermédiaire de courtiers où de personnes convertissant des obligations.

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

L'AIDE À LA CONSTRUCTION D'HÔPITAUX

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Pour faire suite à sa réponse du 15 janvier à ma question relative à la remise à plus tard de l'expansion de dix des treize centres d'enseignement médical de l'Ontario, le ministre ferait-il une déclaration à propos des programmes que le gouvernement compte mettre sur pied pour faire face à la grave pénurie de personnel médical que les récentes remises à plus tard ne feront qu'aggraver?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur

[M. Dumont.]

l'Orateur, je ne crois pas devoir faire une autre déclaration. Lors de la conférence fédérale-provinciale des ministres de la Santé, le gouvernement fédéral a exposé la politique que nous devons adopter l'an prochain, savoir que les fonds puisés dans la Caisse pour ce genre d'aménagements devront se limiter à 37 millions de dollars.

L'AIDE EXTÉRIEURE

L'AUGMENTATION DES EXPÉDITIONS DE PRODUITS AGRICOLES

M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et elle a trait à sa déclaration sur la modification des programmes d'aide extérieure. Nous dirait-il si on projette d'augmenter la quantité de nos produits agricoles destinés à l'aide extérieure?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le représentant sait, qu'en général, notre aide se conforme aux priorités établies par le pays émergent. Nous serions heureux d'inclure nos produits agricoles dans les programmes que proposent ces pays, si on leur accorde une priorité.

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE RENVOI DES COMMISSIONNAIRES DES MUSÉES

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Au cours du «happening» culturel qui doit avoir lieu dans les Laurentides cette semaine, la question des 15 commissionnaires de musées licenciés sera-t-elle mise à l'étude?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, ce sont les dirigeants d'institutions culturelles réunis à Val-David, vendredi et samedi, qui fixeront eux-mêmes l'ordre du jour et je ne peux pas dire si cette question-là y figurera.

[Plus tard]

L'hon. M. Dinsdale: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement à propos de la question que j'ai posée au secrétaire d'État. Vu la préoccupation des organismes d'anciens combattants à ce sujet, le secrétaire d'État voudrait-il prendre l'initiative de faire entreprendre une révision?